



inform **CONTACT**

NOUVELLES DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES SYNDICATS

N 50

Juillet – Septembre 2005

La Déclaration de la Confédération générale des syndicats à l'occasion du 60ème anniversaire de l'ONU

Le 6 septembre la CGS a fait une Déclaration à l'occasion du 60ème anniversaire de l'Organisation des Nations Unies.

La Déclaration souligne que l'ONU, grâce à la victoire des forces progressistes sur les dictatures les plus cruelles et impitoyables dans l'histoire de l'humanité, est devenue pour plusieurs décennies un symbole du développement de l'humanité dans le climat de paix. Son activité variée est un des facteurs grâce auquel le monde, depuis plus de soixante ans, ne connaît pas des terreurs de la guerre globale et peut se développer sans conflits mondiaux.

La Déclaration souligne que les syndicats des pays de la Communauté des Etats Indépendants constatent avec satisfaction que l'ONU, durant ces dernières années, prête une attention toujours plus grande aux problèmes sociaux de la sécurité internationale en attirant à son activité les organisations non gou-

vernementales, toutes les forces de la société civile, y compris les syndicats, en tant que porte-parole de la volonté et des intérêts des travailleurs.

Les documents de l'ONU: Les objectifs du Millénaire pour le développement et l'Accord global, sont appelés à renforcer le cadre international pour le développement des relations de travail.

La Déclaration souligne aussi que la CGS, toutes ses organisations membres font tout leur possible pour contribuer aux efforts de la communauté mondiale visant à résoudre les grands problèmes de notre temps – pauvreté, chômage, violation des droits de l'homme, notre lutte commune contre le terrorisme, pour la justice sociale, le travail digne et la dignité humaine.

La CGS a assuré l'ONU de son ferme soutien dans toutes ses initiatives pour renforcer la paix et la sécurité internationale dans le monde, pour résoudre les problèmes socio-économiques dans l'intérêt des travailleurs.

Azerbaïdjan: situation salariale

Selon les données du Comité d'Etat des statistiques le salaire moyen en Azerbaïdjan durant les premiers six mois de l'année en cours a atteint 561,7 manates (119 US dollars) ce qui est de 25,9% de plus que pour la même période de l'année passée. Le salaire le plus élevé a été enregistré dans l'industrie d'extraction, le bâtiment, dans les finances et les services.

Selon les prévisions du gouvernement, d'ici la fin de cette année le salaire moyen sera de 626,1 manates (133 US dollars).

R. Sariev, président du Syndicat des travailleurs des établissements d'Etat d'Azerbaïdjan, intervenant à la réunion du Conseil de la Fédération internationale des syndicats des travailleurs des établissements d'Etat et du service de la CEI tenue à Bakou, a souligné que durant les derniers trois ans on a réussi d'augmenter considérablement le salaire des travailleurs de cette branche et que le SMIG actuel dans la branche est au-dessus de 75 dollars. Près de 80% des organisations de la branche ont des conventions collectives. Cependant, pour certaines catégories des travailleurs, le salaire reste encore très bas. Une grande différence persiste encore entre les salaires des travailleurs des régions et ceux de la capitale.

Arménie: la formation des cadres syndicaux

Le Syndicat des travailleurs du commerce et de la restauration publique de l'Arménie, en coopération avec

l'Union internationale des syndicats des travailleurs de l'alimentation et des branches auxiliaires (UITA), a organisé à Erevan un séminaire sur les problèmes de la syndicalisation dans ce pays, surtout parmi les jeunes.

Les dirigeants des structures régionales et de base du Syndicat des travailleurs du commerce de l'Arménie ont souligné, intervenant au séminaire, que l'organisation du deuxième séminaire de suite ensemble avec UITA durant une seule année les a aidés à améliorer la qualité et l'efficacité de leur travail, leur a permis de créer de nouveaux syndicats de base aux entreprises.

Bélarus: les nouveaux droits des syndicats

Selon le décret du président de la République A. Loukachenko, signé le 19 juillet, les inspecteurs techniques et de droit de la Fédération des syndicats de Bélarus (FSB) ont reçu le droit de contrôler l'application du Code du travail dans toutes les entreprises et chez les employeurs privés indépendamment de l'existence d'une organisation syndicale.

L'inspection technique de la FSB ayant vérifié certaines entreprises privées, elle a constaté que la sécurité du travail est pire là où il n'y a pas d'organisations syndicales. Le manque de personnel formé et de contrôle de l'état technique de l'équipement sont des violations les plus fréquentes. Dans plusieurs entreprises les cours de formation à la sé-

curité du travail ne sont pas organisés pour les travailleurs qui remplacent les absents provisoires, leurs connaissances en matière de sécurité du travail ne sont pas non plus contrôlées ce qui est grave surtout pour les postes de travail au danger élevé. Toutes ces violations provoquent des accidents du travail, y compris mortels. La certification des places de travail est aussi absente.

Bélarus: le 5ème congrès de la FSB

Le 5ème congrès de la Fédération des syndicats de Bélarus a eu lieu à Minsk les 19-20 septembre 2005. 446 délégués représentant toutes les régions du pays et 28 syndicats de branche ont pris part à ce forum. Léonide Kozik, président de la FSB, a souligné dans son intervention au congrès que grâce à la coopération constructive avec les partenaires sociaux et les pouvoirs, les syndicats ont trouvé leur place dans la société et ont maintenant toute la possibilité de défendre efficacement les intérêts de travail et socio-économiques des travailleurs de Bélarus. Alexandre Loukachenko, président de la République, s'adressant aux congressistes a mis en relief que la stabilité et le développement du pays dépendent dans une grande mesure du rôle constructif des syndicats dans la société.

Le congrès a élu les organes dirigeants de la centrale. Léonide Kozike a été élu président de la FSB.

Peu avant le congrès le président de la centrale syndicale a parlé dans sa

conférence de presse du bilan de l'activité des syndicats après leur dernier congrès. Au dire du président, le refus de la politisation et le rétablissement d'un dialogue avec les pouvoirs ont donné des résultats positifs. On a pu signer une convention collective générale qui se réalise bien, les arriérés de salaires ont été remboursés, on a apporté des changements nécessaires au système des contrats de travail. Tout cela a amélioré la protection sociale des travailleurs et accru leur confiance envers les syndicats.

Kazakhstan: les syndicats mécontents de la position des investisseurs étrangers

Syazbek Moukachev, président de la Fédération des syndicats de la République du Kazakhstan (FSRK) a déclaré, dans son intervention à la réunion du Conseil des investisseurs étrangers auprès du président de la République, que les travailleurs nationaux exigent que les pouvoirs et les syndicats mettent fin à l'arbitraire qui règne dans plusieurs entreprises étrangères et mixtes.

Les syndicats ont signalé plusieurs violations concernant la sécurité et la protection du travail, et le manque de confort et d'hygiène nécessaire. Les travailleurs étrangers et nationaux touchent des salaires différents pour le même travail, les droits des travailleurs autochtones sont souvent lésés.

Les investisseurs étrangers sont attirés au Kazakhstan non seulement

par les richesses nationales mais aussi par la main-d'oeuvre bon marché. La FSRK a exigé qu'on établisse des salaires dignes, en augmentant leur part dans le PIB à 50%. Le système des salaires doit être révisé. Les violations du droit des travailleurs sont souvent commises là où les organisations syndicales n'existent pas et les employeurs font tout pour empêcher leur fondation. Toutes les tentatives, par exemple, de la centrale syndicale de créer des syndicats aux entreprises du bâtiment à Astana se sont heurtées à la résistance du patronat. Dans la plupart des entreprises étrangères et mixtes les conventions collectives ne sont pas signées.

La FSRK a proposé le suivant:

- le Conseil des investisseurs étrangers auprès du président de la République doit reconnaître la Convention générale nationale et les conventions régionales et de branche;
- les employeurs étrangers doivent créer des conditions nécessaires pour la fondation et un bon fonctionnement des structures syndicales;
- les investisseurs étrangers doivent répondre positivement à l'appel du président Nazarbaev adressé aux employeurs du secteur privé et d'augmenter les salaires de tous les salariés de leurs entreprises de 32%, comme cela a été fait le 1 juillet 2005 pour les travailleurs du secteur public.

Kazakhstan: le nombre des travailleurs étrangers est en hausse

Le premier juillet 2005 le nombre des travailleurs étrangers au Kazakhstan

a été de 15 086, soit 6 260 de plus que pour la même période de l'année dernière.

258 000 citoyens kazakhes travaillent aux entreprises qui embauchent de la main-d'oeuvre étrangère. Leurs propriétaires ont créé 15 900 emplois pour les cadres nationaux, 7 200 spécialistes kazakhes ont été recyclés. La part des étrangers dans ces entreprises est de 5,8%.

En même temps durant les six premiers mois de l'année en cours 423 habitants du Kazakhstan ont quitté le pays pour chercher un emploi ailleurs, 341 personnes en Russie et 82 en Corée du Sud.

Russie: les syndicats de la Russie ont cent ans

Du 16 au 22 août la FNPR avait organisé le rallye d'automobile "Un pays uni – les syndicats unis" consacrée au 100ème anniversaire des syndicats de la Russie fêté en octobre 2005. La course a débuté à Kaliningrad, dans l'Ouest de la Russie, pour prendre fin à Vladivostok (Extrême-Orient).

47 organisations syndicales ont pris part à l'organisation de cette course qui est passée par 35 régions de la Russie avec les escalles dans 37 villes. Les militants syndicaux sur des voitures de fabrication nationale ont parcouru 14 000 kilomètres. Pendant les haltes les syndicats organisaient des meetings et des rencontres avec les travailleurs. Les spécialistes

syndicaux participant à la course ont donné des consultations sur les différents problèmes et ont prêté leur concours pratique à de nombreux travailleurs. La plupart des questions posées aux spécialistes syndicaux concernaient l'activité syndicale et les problèmes de la rémunération.

Russie: les arriérés de salaires à Moscou

Les arriérés de salaires dans les entreprises et les organisations de Moscou ont été discutés lors de la rencontre entre le maire de la capitale Youri Loujkov et le président de la Fédération des syndicats de Moscou Mikhail Nagaïtsev. Le premier juillet les arriérés de salaires ont atteint 393 millions de roubles, dont 50,2 millions de roubles par la faute du budget fédéral. Le maire de Moscou a ordonné aux préfets des arrondissements de la ville de prendre sous un contrôle spécial le fonctionnement des entreprises qui ont des arriérés de salaires.

Russie: les travailleurs du secteur public se préparent pour des actions de protestation

Le 12 septembre les représentants de la FNPR et des syndicats du secteur public ont eu une rencontre avec les dirigeants de la Douma (chambre basse du parlement russe).

Le président de la Douma Boris Gryzlov a communiqué aux représentants des travailleurs dans quelle

mesure les propositions des syndicats ont été prises en compte dans le budget d'Etat pour l'année 2006. Il a aussi rappelé aux syndicalistes que le SMIG durant 2005 a été relevé à deux reprises. A partir du premier mai 2006 il sera de 1 100 roubles (moins de la moitié du minimum vital).

Vitaly Boudko, vice-président de la FNPR, a déclaré à la rencontre que les travailleurs du secteur public sont devenus la couche la moins protégée de la population à cause des réformes irréfléchies. Il a aussi souligné que l'augmentation de leurs salaires de 20% prévue par le gouvernement n'est pas du tout suffisante. Les syndicats du secteur public sont déjà prêts à entamer des actions de protestation.

Les représentants des syndicats de branche ont exposé leurs griefs quant au projet du budget pour l'année 2006 qui concernent surtout l'indexation des salaires. Au dire de Galina Merkoulouva, présidente du Syndicat des travailleurs de l'enseignement, le gouvernement veut indexer les salaires de la même façon que les pensions de retraite; ce qui ne motive pas les jeunes spécialistes.

Lors de cette rencontre, les nouvelles garanties sociales pour les travailleurs du secteur public ont été aussi discutées. Il s'agit de l'approvisionnement gratuit des travailleurs en médicaments, des transports en commun gratuit et de l'assainissement.

Russie: la FNPR a 15 ans

Le 19 septembre la FNPR a fêté ses 15 ans.

Actuellement la FNPR réunit 122 organisations syndicales parmi lesquelles 43 syndicats de branche et 79 structures interprofessionnelles régionales. Le nombre total des adhérents de la centrale est de 29,7 millions. Ensemble avec les organisations avec lesquelles les relations de la FNPR se basent sur un accord de coopération, ce nombre atteint 30,5 millions, ce qui représente 45,9% de la population active de la Russie.

La FNPR a des relations internationales avec les centrales syndicales de plus de 100 pays du monde. La centrale syndicale de la Russie participe activement aux activités de l'Organisation internationale du travail, elle est membre de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) et sur le plan régional, de la Confédération générale des syndicats (CGS).

Ukraine: le président de la FSU à propos du mouvement syndical

A.Yourkine, président de la Fédération des syndicats d'Ukraine, a parlé lors de sa rencontre avec les militants syndicaux de la région de Kharkov de problèmes actuels du mouvement syndical national. Selon lui le renforcement organisationnel des syndicats, le perfectionnement de leurs structures est une orientation principale de l'époque. Le temps de petits syndicats morcelés est dépassé, ils

n'ont pas de poids nécessaire pour bien mener un dialogue, surtout dans les conditions de la globalisation accélérée. Il est nécessaire d'attirer des femmes et des jeunes à la gestion des syndicats. Il est aussi nécessaire de créer des fonds sociaux pour la protection sociale des militants syndicaux, surtout ceux qui partent à la retraite. La population du pays doit être mieux informée de l'activité syndicale. L'information est un puissant facteur de la syndicalisation.

Tous ces aspects ont trouvé leur reflet dans la nouvelle Conception du mouvement syndical qui est actuellement en discussion dans les organisations membres de FSU. A.Yourkine a souligné que les nouvelles professions et des nouveaux emplois sont apparus dernièrement au marché du travail, précisément dans les compagnies d'assurance et dans les services, cependant personne ne fait rien pour y créer des structures syndicales et de les intégrer dans la FSU.

Concernant l'activité internationale de la centrale, le président de la FSU a souligné que la centrale syndicale fera des efforts pour adhérer à la CISL, pour dynamiser sa coopération avec l'OIT et la CES. Nous considérons, a déclaré Yourkine, que l'adhésion à la CISL pourrait nous garantir un soutien massif du mouvement syndical si le gouvernement ou le parlement entreprennent des actions non démocratiques.

Parlant du dialogue social, Yourkine a souligné que ce dialogue s'est pratiquement arrêté; il est nécessaire de

relancer le fonctionnement du Conseil national du partenariat social (CNPS).

Jusqu'à ces derniers temps il y avait dans le CNPS 10 représentants de la FSU et 12 délégués de la part d'autres structures syndicales, alors que la FSU réunit 11 millions d'adhérents et les autres centrales syndicales pris ensemble 2,5 millions. Par voie de dialogue cette disproportion a été corrigée. Maintenant la FSU est représentée au CNPS par 14 personnes et les autres syndicats, par 8. Cette représentation pourrait aider la FSU à mener mieux le processus de négociations.

La FSU se propose de changer son approche quant à la préparation et la signature de la Convention nationale générale. Selon A. Yourkine il est nécessaire d'éviter dans la convention les détails techniques inutiles, elle doit être accessible et claire pour tous les syndicalistes. La convention générale doit être signée pour la durée du mandat du président de la République pour pouvoir y apporter des amendements, par exemple pour la question du SMIG. La convention nationale générale doit être signée avant l'adoption du budget national par le parlement.

Quant au Code du travail dont le projet a passé sa première lecture au Parlement, dans son état actuel il contient beaucoup d'articles qui limitent sérieusement les droits et les intérêts des travailleurs. Les employeurs ont réussi d'y inclure un article qui a rendu la signature des conventions

collectives et des accords purement facultative. Il faut faire tout le nécessaire pour abroger cet article du Code du travail, ainsi que tous les autres qui sont préjudiciables aux travailleurs.

Ukraine: le message des syndicats aux députés du Parlement

Le 14 septembre la réunion de tous les syndicats d'Ukraine a adressé un message aux députés du Parlement national.

Le message souligne que les négociations des syndicats avec le gouvernement concernant le SMIG se sont retrouvées dans une impasse. Les propositions des syndicats d'établir à partir du premier janvier 2006 le SMIG égal au minimum vital et à partir du premier juillet, à 130% du minimum vital, n'ont pas trouvé du soutien. Elles n'ont pas été prises en considération non plus lors de la préparation du budget national pour l'année prochaine. Le Conseil des ministres a proposé pour le budget 2006 un SMIG qui est bien au-dessous du minimum vital. Cela contredit la loi d'Ukraine "Les normes sociales et les garanties sociales d'Etat". Les syndicats n'acceptent pas que le minimum vital soit calculé sur la base des normes désuètes. Les dépenses des citoyens pour le loyer, la santé, la formation, ainsi que pour payer les établissements préscolaires ne sont pas pris en considération.

Les syndicats ont appelé les députés de bien vouloir défendre lors de la discussion du budget le droit constitutionnel des citoyens à une vie digne.

PUBLIÉ PAR LE DÉPARTEMENT INTERNATIONAL
ET
LE CENTRE DES RELATIONS PUBLIQUES DE LA CGS
42, LENINSKY PROSPECT
117119, MOSCOU, RUSSIE
TÉLÉFAX +7(095) 938-2155
TÉLÉPHONE +7(095) 952-2782
+7(095) 938-8649
E-MAIL: inter@vkp.ru
SITE INTERNET: www.vkp.ru

**LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES SYNDICATS (CGS), UNION INTERNATIONALE,
A ÉTÉ CRÉÉE À SON PREMIER CONGRÈS LE 16 AVRIL 1992.**

**SES STATUTS ADOPTÉS AU PREMIER CONGRÈS ONT ÉTÉ PARTIELLEMENT MODIFIÉS
ET COMPLÉTÉS AU DEUXIÈME CONGRÈS DE LA CGS, LE 22 SEPTEMBRE 1993, AU TROISIÈME CONGRÈS DE LA CGS,
LE 18 SEPTEMBRE 1997 ET AU CINQUIÈME CONGRÈS (EXTRAORDINAIRE) DE LA CGS, LE 26 MARS 2004.**

LES OBJECTIFS PRINCIPAUX DE LA CGS SONT LES SUIVANTS:

**LA COORDINATION DES ACTIONS DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES DANS LE DOMAINE DE LA DÉFENSE
DES DROITS SOCIAUX DES TRAVAILLEURS, DES ÉTUDIANTS ET DES RETRAITÉS;
LA PROTECTION DES DROITS ET DES GARANTIES DE L'ACTIVITÉ DES SYNDICATS;
LE DÉVELOPPEMENT DE LA SOLIDARITÉ SYNDICALE INTERNATIONALE
ET COORDINATION DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES.**

**LA CGS RÉALISE SON ACTIVITÉ CONFORMÉMENT AUX NORMES UNIVERSELLEMENT RECONNUES
DU DROIT INTERNATIONAL, SUR LES PRINCIPES DE L'AUTONOMIE TOTALE ET DE L'ÉGALITÉ EN DROITS
ET EN OBLIGATIONS DES ORGANISATIONS AFFILIÉES.**

**LA CGS GROUPE ACTUELLEMENT LES CENTRALES SYNDICALES NATIONALES D'ARMÉNIE,
D'AZERBAÏDJAN, DE BIÉLORUSSIE, DE GÉORGIE, DU KAZAKHSTAN, DE KIRGHIZISTAN, DE MOLDAVIE,
DE RUSSIE, DU TADJIKISTAN, D'OUBÉKISTAN, D'UKRAINE,
AINSI QUE 32 UNIONS INTERNATIONALES SYNDICALES DE BRANCHE.**

**LA CGS EST OUVERTE POUR LA COOPÉRATION À TOUTE CENTRALE SYNDICALE
INDÉPENDAMMENT DE SON AFFILIATION. D'AUTRE PART, L'ADHÉSION À LA CGS
NE LIMITE PAS L'AUTONOMIE DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES.**

**LA CONFÉDÉRATION A LE STATUT D'OBSERVATEUR AUPRÈS DE L'ASSAMBLÉE INTERPARLEMENTAIRE DES ÉTATS DE LA CEI,
DU CONSEIL DES CHEFS D'ÉTATS ET DES PREMIERS-MINISTRES DE LA CEI,
DU COMITÉ ÉCONOMIQUE INTERÉTATIQUE DE LA CEI, ETC.**

AU PLAN INTERNATIONAL, ELLE A LE STATUT CONSULTATIF RÉGIONAL DE L'OIT, DE L'ECOSOC ET DU DIP DE L'ONU.

**LE CONGRÈS EST L'ORGANE SUPÉRIEUR DE LA CGS QUI EST CONVOQUÉ AU MOINS UNE FOIS TOUS LES CINQ ANS
ET ENTRE LES DEUX CONGRÈS LE CONSEIL ET LE COMITÉ EXÉCUTIF.**

LE CONTRÔLE FINANCIER EST EFFECTUÉ PAR LA COMMISSION DE CONTRÔLE FINANCIER DE LA CGS.

MIKHAÏL CHAMAKOV EST PRÉSIDENT DE LA CGS, VLADIMIR SCHERBAKOV EST SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.

CHER LECTEUR,

Le bulletin d'information de la CGS "Inform-Contact" est également diffusé par E-mail. En outre, les versions française et anglaise de notre publication sont disponibles sur notre site Internet:

www.vkp.ru